



University of Antwerp
IOB | Institute of
Development Policy



Gouvernance des ressources naturelles

Première réunion de la communauté épistémique & pratique

Organisé par le CEGEMI¹ et l' IOB² sous le projet ICP Connect de VLIR-UOS

4 mai 2023, 13h30-17h30

Rapport par Divin-Luc Bikubanya, Keren Bushige, Philippe Dunia, Sara Geenen, Ancert Mushagalusa,
Serge Mugisho, Clémence Nzita

13h30-13h45	Mot de bienvenu <i>Prof. Francine Iragi, directrice du CEGEMI</i>
13h45-14h15	Une communauté épistémique et pratique : introduction et objectifs <i>Prof. Sara Geenen, codirectrice du CEGEMI</i>
14h15-15h15	Inventaire des recherches et actions faites Travaux en carrefour
15h15-16h00	Pause-café
16h00-17h00	Mise en commun et identification des priorités <i>Prof. Kilosho Buraye, Doyen de la Faculté d'Economie, UCB, et prof. Sara Geenen</i>
17h00-17h30	Cocktail

¹ Centre d'Expertise en Gestion Minière, Université Catholique de Bukavu, <http://cegemi.com/>

² Institute of Development Policy, University of Antwerp, <https://www.uantwerpen.be/en/faculties/institute-of-development-policy/>

Objectif

Depuis plusieurs années le CEGEMI, en collaboration avec différents partenaires universitaires (dont principalement l'Université d'Anvers), produit des connaissances sur la gouvernance des ressources naturelles. Le CEGEMI produit des articles scientifiques et non-scientifiques, disponibles sur le site web www.cegemi.com, organise des séminaires et des conférences, forme des parties prenantes, et participe dans des consultances. De cette manière, le CEGEMI essaie de faire le pont entre le monde académique et les autres parties prenantes actives dans la gouvernance des ressources naturelles, pour qu'ils puissent s'enrichir mutuellement.

Nous avons invité les parties prenantes à joindre une communauté épistémique et pratique autour de la gouvernance des ressources naturelles. Cette communauté ne servira pas seulement comme plateforme d'échange, mais devra rendre possible une véritable co-production des connaissances, afin de contribuer à des changements positifs dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles en RDC. La réunion du 4 mai 2023 a lancé cette communauté épistémique et pratique.

Dans une première présentation, prof. Geenen a introduit quelques recherches déjà faites par le CEGEMI, ainsi que les objectifs de la communauté épistémique et pratique :

CEGEMI

- Créé en 2011 dans le cadre d'une collaboration entre UCB et universités flamandes au sein du VLIR-UOS
- Besoin d'une expertise scientifique concentrée au sein d'un centre
- À la base
 - Faibles résultats en matière de développement de la RDC
 - Lien entre conflits & exploitation et commerce des ressources minières
 - Revitalisation de l'exploitation industrielle
 - Initiatives pour mieux réglementer le secteur minier artisanal et le commerce afin de les formaliser et de les rendre "sans conflit"



CEGEMI



• Evolution

- Centre multidisciplinaire: Economie, Droit, Agronomie, Environnement, Développement, Sciences politiques, Anthropologie, Médecine, Santé public, Géologie
- Toutes les ressources naturelles
- Nouvelles thématiques
- En plus des activités scientifiques, des activités de service à la société
- 48 chercheurs (14 séniors et 34 juniors) ayant des compétences dans plusieurs domaines

Activités scientifiques



- Articles
- Présentations
- Bourses de master et de doctorat
- Formations académiques

Activités de service à la société

- Formulation des politiques
 - Rédaction du plan national de réduction de l'utilisation de mercure dans l'exploitation minière artisanale de l'or en RDC
- Consultances pour ONGs et organisations congolaises & internationales
- Organisation des conférences et séminaires
 - 1ère conférence de la mise en œuvre du réseau des femmes dans les mines en RDC
 - Conférence sur la santé dans les mines
- Organisation des exhibitions
 - Creuseurs des rêves à l'Institut Français
- Organisation des formations et sensibilisations
 - Formation des coopératives
 - Formation sur la gouvernance des ressources naturelles
 - Sensibilisation autour de la santé dans les mines



Recherches

Des "minerais de conflit" à "l'approvisionnement responsable"

- Recherches sur la traçabilité, sur l'impact de Dodd Frank, sur la suspension en 2010-2011, sur la formalisation, ...
- Recherches sur les initiatives éthiques pour les chaînes d'approvisionnement des minerais, la participation des petits producteurs



<https://www.imdb.com/title/tt4820138/mediaviewer/rm1725426432/>

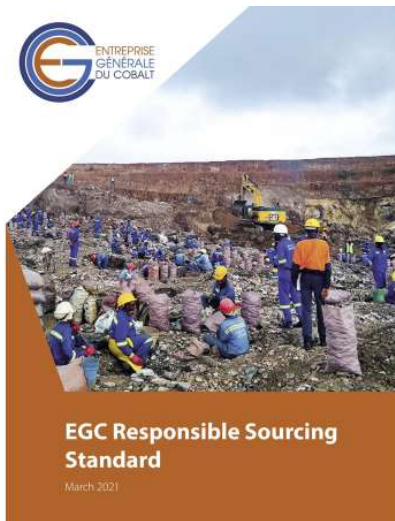


Recherches



Assent
Cobalt
Responsible Sourcing in Your Supply Chain

Source: <https://www.assent.com/resources/ebook/cobalt-responsible-sourcing-in-your-supply-chain/>



Recherches

Conflicts

- Groupes armés et exploitation
- Exploitation à grande échelle et communautés
- Exploitation artisanale



THE CONVERSATION
Academic rigour, journalism: fair

COVID-19 • Arts • Culture • Business • Economy • Education • Environment • Energy • Health • Medicine • **Politics** • Science • Tech

TC Afrique

Search analysis, research, academics

The way that minerals are mined affects conflict in eastern Congo

Published: July 26, 2019 4:38pm SAST

Authors

- Marika Vanpoorten
Associate Professor, University of Antwerp
- Nik Stoop
Post-doctoral researcher, KU Leuven

Recherches



Source: Sara Geenen

Gouvernance et politiques

- Formalisation
- Coopératives
- Code Minier
- Gouvernance par les entreprises industrielles



Recherches



Importance croissante de la thématique environnementale

- Pollution par les métaux lourds
- Conservation
- Ecologie politique
- Impact des nouvelles technologies



Recherches

Santé

- Maladies respiratoires
- Intoxication par le mercure
- Etude qualitative sur la santé dans les mines
 - Spécifiquement santé des femmes



Source: Yves Kayene



Source: Gabriel Muhanzi



Recherches

Economie

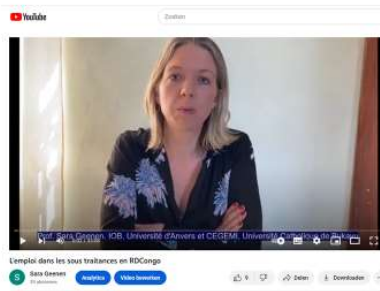
- Moyens d'existence
- Agriculture



Recherches

Economie

- Travail décent
- Organisation du travail
- Sous-traitances



Recherches

Réorientation

- Exploitants artisanaux
- Enfants



La communauté épistémique et pratique

- Epistémique?
- Co-production des connaissances
- Réfléchir ensemble sur des questions sociétales
- Comprendre des problèmes de différentes perspectives & disciplines (économie, politique, sociale, écologique, médicale, ...)
- Comprendre des problèmes dans leur contexte et par rapport aux dynamiques au niveau national et international



La communauté épistémique et pratique

- Pratique?
- Baser ses réflexions sur des situation concrètes et des données empiriques
- Proposer des solutions pratiques et des politiques réalistes



La communauté épistémique et pratique

- Objectifs?
- Faire le pont entre le monde académique et le monde des praticiens
- Co-produire des connaissances autour de la gouvernance des ressources naturelles



Le projet ICP Connect



- Partenariat entre Université d'Anvers en Belgique &
 - UCB, UNILU, UCC en RDCongo
 - Autres universités en Tanzania, Uganda, Nicaragua, Colombie, Philippines
- Mobilité des étudiants et des enseignants
- Promotion des femmes dans le monde académique
- Organisation des courtes formations et appui aux programmes de master (DEA)
- Evolution vers des formations conjointes

La formation en gouvernance des ressources naturelles

Le cours présente **différentes approches théoriques et disciplinaires** à la gouvernance des ressources naturelles. On y discute la gouvernance des minerais, des terres, des forêts, de l'eau,... dans un monde mondialisé, **les problèmes de gouvernance** y associés (p.e. tragédie des biens communs, malédiction des ressources naturelles, minerais de conflit), ainsi que **les solutions** qui ont été proposées au niveau local, national et international.

La formation en gouvernance des ressources naturelles

- Gouvernance des ressources naturelles: principes économiques clés (Prof. Dr. Marijke Verpoorten, IOB, Prof. Francine Iragi, UCB)
- Gouvernance des ressources minières: une approche de chaînes de valeur mondiales (Prof. Sara Geenen)
- Gouvernance des ressources minières: minerais de conflit et formalisation (Prof. Janvier Kilosho)
- Gouvernance des ressources naturelles: une approche d'écologie politique (Prof. Dr. Papy Bambu, Dr. Anuarite Bashizi)
- Gouvernance des ressources en eau: impact socio-environnemental (Prof. Dr. Bossissi Nkuba, UCB)
- Gouvernance des ressources naturelles: une perspective genre (Prof. Dr. Marie Rose Bashwira, UCB and ISDR)
- Gouvernance des ressources naturelles: pouvoir et production des connaissances dans la gouvernance des terres et les processus d'accaparement (Prof. Dr. Emery Mudinga, ISDR)





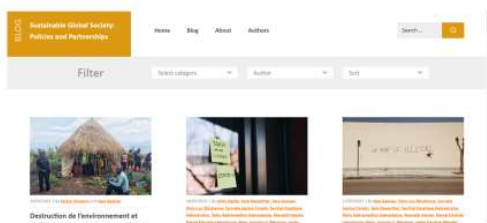
- Chaque année, généralement autour de mai/juin
- Applications ouvertes à tous les chercheurs & professionnels dans le domaine de gouvernance des RN
 - Intégré dans le master en Economie à l'UCB

La formation en gouvernance des ressources naturelles

- Recherche-action
- A mettre en place à partir de 2024
- 4 jours de collecte de données avec des organisations sur le terrain
- Questions de recherche liés à un des cours, définies en collaboration avec les organisations

La communauté épistémique et pratique

- Réunions
- Recherche-action des étudiants
- Ecriture des articles sous forme de blog en équipes de deux



Dans ce qui suit, nous présentons le compte rendu des travaux en carrefour, autour de 4 thématiques principales : 1) gouvernance, politiques, conflits, 2) chaîne d'approvisionnement, 3) moyens d'existence, économie, travail et 4) santé et environnement.

Ces travaux en carrefour ont tourné autour de 4 questions : 1) Quelles interventions votre organisation a-t-elle déjà fait dans ce domaine (lesquelles sont en cours)? Quelles recherches? 2) Quelles bonnes pratiques pouvez-vous partager? Interventions réussies? Expériences de collaboration avec le monde académique? 3) Quelles sont les priorités pour les interventions/la recherche dans les années à venir? 4) Pour quels aspects les chercheurs et étudiants du CEGEMI peuvent contribuer?

Groupe 1. Gouvernance, politiques, conflits

1. Interventions d'organisation dans le domaine des ressources naturelles et types de recherches déjà effectués

Angaza Institute : Les chercheurs de Angaza ont présenté en commun les interventions d'Angaza dans le domaine des RN et les types de recherche déjà effectués. En rapport avec la gouvernance, Angaza intervient dans la Gouvernance foncière (Accaparement des terres) et des RN, la gouvernance des aires protégées. Sur le plan politique, les politiques de bonne gouvernance (arrangement politique et la gestion des espaces privés de l'Etat). Par rapport aux conflits, les interventions sont orientées dans les dynamiques urbaines (land and connectivity ; safety and security ; santé et bien-être).

OGP : avec le projet Madini oriente ses actions dans la sécurité, la cohésion sociale et les Droits humains dans les zones minières à l'Est de la RDC. Dans le cadre de la sécurité, OGP mène des plaidoyers auprès des autorités en rapport avec les conflits miniers, femmes enceintes dans les mines, la présence des militaires et policiers dans les mines. En termes d'actions, le projet Madini procède à la gestion des conflits miniers, à la sensibilisation au travers les radios communautaires (dans les zones minières), l'aménagement des routes des sites miniers vers les comptoirs et des formations sur la Gouvernance minière.

BEST : met en œuvre différents projets à savoir : (1) « Fighting inequality » dans les sites miniers à Luhwindja. Un projet dont les interventions s'orientent dans les aspects de Droits Humains et des inégalités. (2) Madini kwa Umoja na Amani qui vise à promouvoir la paix communautaire des femmes et hommes engagés dans la paix. Zone d'intervention : Kamituga, Mwenga (Kitutu, Kibe, Bingilibazala). Ce projet vise à aider les femmes à accéder dans les mines (en suivant le code minier) et de créer des espaces de dialogue pour militer contre les conflits dans et autour des sites miniers et après mines. (3) Etude d'impact environnemental par l'aménagement des terrains dans les sites miniers. En termes d'actions, BEST se focalise aux aspects de Droits Humains, Gestion des conflits, renforcement des capacités, Etudes et recherche (Environnement & Développement) et plaidoyer.

CAID (Cellule d'analyse des indicateurs de développement)/Tanganyika : cette institution publique intervient dans le suivi des politiques publiques. Elle procède à l'évaluation de la gestion durable du Lac Tanganyika, à l'évaluation du nouveau code minier dans le grand Katanga. Elle dispose deux bulletins en ligne (M-KENGELA et LOKOLE) disponible sur le site web de CAID (www.caid.cd). Le premier publie les prix des matières premières et produits de consommation de masse (maïs, manioc...). Le second est un bulletin d'alerte qui divulgue les informations sur les conflits & accessibilité (infrastructures).

GEC-SH/CERUKI ISP-Bukavu : intervient dans les dynamiques des conflits en lien avec la sécurité humaine. En termes d'actions, le groupe d'étude sur le conflit et la sécurité humaine fait le pont entre la recherche académique et la recherche-action. Un projet est en cours sur le processus DDR avec un accent sur le genre.

Centre Olame : Dans le cadre du projet de protection des enfants et des jeunes filles dans les carrés miniers, Centre Olame mène des actions suivantes : (1) réintégration scolaire des enfants de 6 à 13ans ; (2) Formations en diverses activités et métiers professionnels des jeunes filles dont l'âge varie entre 14 et 22 ans. (3) Renforcement des moyens de subsistance des parents des enfants pris en charge. (4) plaidoyer à base communautaire et renforcement des capacités.

CREGED-ISDR : ce centre de recherche spécialisé dans les questions de genre intervient dans les aspects de renforcement des capacités (au travers des formations et séminaires) sur le genre (en lien avec les RN et le développement) et de recherche-action sur le genre et le développement. Deux projets sont en cours : (1) Sexe transactionnel dans le contexte des crises humanitaires à l'Est de la RDC. Ce projet cible les victimes de sexe transactionnel dans les camps des déplacés internes et procède, par la méthode de *Peer Review*, à identifier les causes, conséquences et l'implication de ce phénomène. (2) Gouvernance humanitaire à l'Est de la RDC. Ce projet met en place un observatoire humanitaire au travers lesquels toutes les questions centrales liées à la gouvernance sont discutées entre les parties prenantes.

2. Bonnes pratiques à partager, interventions réussies et expériences de collaboration avec le monde académique

Angaza Institute : Système de coaching des chercheurs Seniors aux chercheurs juniors ; Organisation des cafés scientifiques ; présentation des rapports de recherches, la logique de la décolonisation de la connaissance et les séries de collaboration avec d'autres institutions : Université de Manchester (Dynamiques urbaines), UCL & Mons & CREGED (Resources Rush), GEC-SH, APC...

CAID : Accessibilités des données en ligne suite à la diffusion des bulletins. Ces données peuvent contribuer à la prise des décisions adéquates dans le cadre de la gestion des ressources naturelles.

GEC-SH/CERUKI ISP-Bukavu : collaboration avec Angaza institute sur la dynamique des conflits. Production de l'article sur la gouvernance des ressources en eau en lien avec le changement climatique.

Centre Olame : Changement de mentalité à la sensibilisation sur le travail des enfants dans les mines. Deux études sont déjà réalisées dans le cadre du projet en cours.

CREGED-ISDR : Etude continue sur le genre dans toutes ses dimensions (conflit, développement, sécurité et politique) avec un accès dans les formations sur le genre.

3. Priorités d'interventions et recherches à venir

Angaza Institute : Recherche-action, production des blog et Vlog sur les ressources naturelles et dynamiques urbaines.

CAID : Focus sur le Lac Tanganyika et voir comment, dans le cadre de la conservation de l'environnement, développer une étude quant à ce.

Centre Olame : Multiplications des initiatives locales d'accompagnement des enfants et jeunes filles de sortie des enfants et jeunes filles dans les carrés miniers.

CREGED-ISDR : Echanges sur les dynamiques de genre dans le contexte humanitaire à l'Est de la RDC.

4. Aspects possibles de contribution des étudiants et chercheurs du CEGEMI

Angaza Institute : Réciprocité mutuelle de partage d'expériences et implication dans la recherche sur les ressources naturelles.

CAID : Que le CEGEMI-UCB aide à intégrer l'aspect de la gouvernance des ressources naturelles surtout pour le lac Tanganyika.

GEC-SH/CERUKI ISP-Bukavu : future collaboration avec le CEGEMI-UCB dans le cadre de la recherche.

Centre Olame : disponibilité pour un échange fructueux avec les étudiants et chercheurs de CEGEMI dans le cadre du projet en cours : protections des enfants et des jeunes filles dans les carrés miniers.

CREGED-ISDR : Collaboration en matière de genre dans le secteur des ressources naturelles : études et formations.

N.	Nom	Organisation	Fonction
1	Zaluke Banywesize Merlan	Angaza Institute	Chercheur
2	Christian Mudinga	Angaza Institute	Chercheur
3	Aganze Zihahirwa Guillaume	CREGED-ISDR	Chercheur
4	Akilimali Zaramba Michel	Angaza Institute	Chercheur
5	Murhula Iragi Vital	Centre Olame/UOB	Chargé de projet protection des enfants et des jeunes filles dans les carrés miniers
6	Okonkwa Kafunga Maurice	Angaza Institute	Chercheur
7	Kazamwali Mukamba Bienfait	GEC-SH/CERUKI ISP-BUKAVU	Chercheur
8	Augustin Mudekereza Kasenge	Angaza Institute	Chercheur
9	Barhanywanwa Mufungizi Pascal	Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID)	Coordonnateur Provincial de CAID au Tanganyika
10	Cikala Nzonga Jonathan	OGP/UOB	
11	Christian Maroy	BEST	Chercheur
12	Ancert Mushagalusa	CEGEMI-UCB	Chercheur

Groupe 2. Gouvernance, politiques, conflits

1. Interventions d'organisation dans le domaine des ressources naturelles et types de recherches déjà effectués

Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP) : Mise en place des moniteurs dans les différents territoires du Sud-Kivu pour identifier des cas de violations des droits humains.

CENADEP : Monitoring des incidents dans les sites miniers artisanaux (le projet Kufatilia).

CENADEP a été l'une des associations intervenant dans la réalisation de ce projet qui consistait à identifier les incidents dans les sites miniers artisanaux, les victimes, les causes, les intervenants, etc. ; et travailler ensemble avec les services techniques dans l'analyse des incidents et la recherche des solutions.

ITONGWA Lionel, étudiant en master à l'Université Evangélique en Afrique, en Politique et Socio économie de l'environnement. Lionel a participé dans le projet : Exploitation artisanale des minerais et perspectives du développement d'un plan d'aménagement et gestion de la Réserve Naturelle d'Itombwe. Un projet du WWF, exécuté en 2012.

Le Centre Olame :Le Centre Olame a mené un projet de protection des enfants et des jeunes filles travaillant dans les carrés miniers de Mulamba, de Mubumbano, de Luhihi et de Nyabibwe. Un projet en cours depuis 2022.

Pains aux Indigents et Appui à l'Autopromotion (PIAP) : L'un des projets menés par le PIAP avait pour objectif de formaliser l'exploitation artisanale dans les périmètres miniers de BANRO, en menant des enquêtes et en publiant des rapports.Le problème de départ étant les conflits entre les creuseurs et BANRO, à cause des exploitations illicites des artisanaux dans les périmètres miniers de BANRO.Un autre projet en cours porte sur l'accompagnement des coopératives en gestation dans le périmètre minier de BANRO

2. Bonnes pratiques à partager, interventions réussies et expériences de collaboration avec le monde académique

Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP) : Rédaction des rapports sur les violations des Droits humains identifiés dans les territoires ; une banque de données riche et disponible qui sert de départ pour des interventions de soutien ou de réparation dans les différents territoires.

CENADEP : Un suivi concret des incidents dans les sites miniers ;Appui aux interventions à aider les victimes des incidents ;Formation des membres ou acteurs de la société civile sur le code minier, le devoir de diligence ;Approvisionnement de ces acteurs en matériels de travail dans le projet kufatilia : ordinateurs, motos, imprimantes, etc.

ITONGWA Lionel : Production d'un plan d'aménagement et de gestion de la Réserve Nationale d'Itombwe ;La mise en place d'une initiative de protection des grands singes.

Le Centre Olame : La réalisation du projet a conduit à la réintégration des enfants de 6 à 13ans dans le milieu scolaire ; à la formation des enfants de 14 à 22 ans dans divers métiers professionnels ; au renforcement des moyens de subsistance des familles des enfants pris en charge.En termes de collaboration avec le monde académique (UCB) :La cartographie du travail dans les sites miniers, et l'analyse du problème d'étude dans le cadre du même projet.

Pains aux Indigents et Appui à l'Autopromotion (PIAP) : Le projet (le premier) a conduit à des plaidoyers et la publication des rapports et des articles ;En outre, BANRO a pu s'approprier certaines des recommandations formulées dans nos rapports, et les met déjà en exécution.La seule difficulté c'est que la population, c.à.d. les creuseurs et les associations les accompagnants ne sont pas impliqués dans les activités (issues de nos recommandations) initiées par BANRO.

3. Priorités d'interventions et recherches à venir

Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP) : Réaliser plus d'interventions pour accompagner les victimes des cas de violations des droits humains ; Exploiter les données de terrain et les capitaliser pour améliorer les interventions des acteurs privés et publics dans les territoires ; Vulgariser et diffuser les données de terrain.

CENADEP : Poursuite du monitoring dans les sites miniers artisanaux sur la fraude et la contrebande, afin d'en comprendre les dynamiques : acteurs, causes, conséquences, etc.

ITONGWA Lionel : Lionel pense, en termes d'intervention possible, mettre sur pied un projet d'éducation, d'information et de formation des creuseurs artisanaux sur l'importance de la protection des ressources naturelles ; Idée qui lui est venue à partir des activités de braconnage et d'exploitation minière artisanale qui se font dans la réserve naturelle.

Le Centre Olame : En termes de recherche future, le centre proposer d'aborder le travail des enfants dans les mines comme une forme d'esclavage moderne ; et d'étudier comment le pouvoir public encadre l'exploitation artisanale dans ces quatre sites.

Pains aux Indigents et Appui à l'Autopromotion (PIAP) : Comme projets prioritaires, le PIAP mentionne : La participation dans les projets d'amodiation des périmètres d'exploitation 36 et 37 de BANRO ; L'encadrement de la formalisation des coopératives issues du projet d'amodiation.

4. Aspects possibles de contribution des étudiants et chercheurs du CEGEMI

Initiative Congolaise pour la Justice et la Paix (ICJP) : Collaborer avec le CEGEMI sur des questions de gestion des ressources naturelles, en rapport avec les droits humains, dans le cadre d'un projet d'intervention dans les territoires.

CENADEP : Collaboration avec le CEGEMI dans le cadre d'une recherche scientifique.

ITONGWA Lionel : Possible collaboration avec les chercheurs et étudiants du CEGEMI (en initiant certains organismes comme l'ICCN et autres).

Centre Olame : Travailler en collaboration avec le CEGEMI pour son cadre scientifique, afin de mener ces deux projets.

Pains aux Indigents et Appui à l'Autopromotion (PIAP) : Collaboration possible avec le CEGEMI sur la collecte des données sur les points de vue de la communauté par rapport au projet d'amodiation ; Et la co-publication des rapports et/ou articles avec les chercheurs du CEGEMI.

N.	Nom	Organisation
1	KULONDWA CIZA Freddy	UOB
2	ALPHA THEOPHILE	CENTRE OLAME
3	ESPOIR MIGABO	AGANZA INSTITUTE
4	MARIE-PAUL AWA	UNIKIS/FSSAP
5	GABRIEL ZAMARADI	ZAK SERVICE/DEVELOPPEMENT SANS FRONTIERE

6	RAPHAEL WAKENGE	ICJP
7	JEAN-BOSCO MEHEMERI	REPRODHOC
8	PHILEMON CIKURU	CENADEP
9	JEAN-BAPTISTE RWIKENA	
10	ITONGWA ETABO Lionel	ETUDIANT MASTER UEA
11	JONAS BAHIZIRE	AGANZA INSTITUTE
12	MINANI SHAMWESI Abel	ISDR/GOMA
13	KYALANGALILWA NGABILE Bonheur	ETUDIANT GNR
14	MUKENGERE NTAKALALWA	CAERP ASBL
15	BULAMBO MULONDA	PIAP ASBL
16	MOLAMU ABILO Catherine	UNIKIS/FSSAP

Groupe 3 : Chaines d'approvisionnement

1. Interventions d'organisation dans le domaine des ressources naturelles et types de recherches déjà effectués

Les organisations ont pris chacune quelques minutes pour parler de leurs activités sous forme de projets de développement et/ou de recherches déjà menés dans la chaîne de valeur. Les acteurs ont pu préciser chaque fois l'activité menée et le secteur touché. Les projets menés ont été diversifiés et concernent la promotion des droits humains dans l'exploitation, la lutte contre les inégalités de genre, la traçabilité, la responsabilité sociétale des exploitants et la formalisation. A part cela, il y a eu aussi quelques projets de recherche que certains acteurs ont menés.

Activités de recherche

Quelques ONGs se sont intéressées aux questions de recherche, notamment sur le genre et sur les revenus des exploitants. Par exemple, RIO a commandité une recherche concernant les femmes et l'exploitation artisanale et à petite échelle en Afrique centrale : RD Congo, Rwanda et Ouganda. Il y a eu des sondages et des vidéos organisés concernant cette activité. Les exploitants ont été rencontrés à travers des interviews, des focus groups, etc. C'était dans le territoire de Mwenga, en 2017. Les résultats ont permis de dégager que :

« Malgré l'arsenal de lois et politiques de réglementation, la protection et la sécurisation de la femme ne sont pas assurées dans le secteur artisanal et ce, tout autant que pour l'homme. »(RIO).

Il y a eu un autre sondage concernant la production. C'était fait au site minier de Butuzi à Kaziba, en territoire de «Walungu. C'était en 2018. RIO avait étudié les revenus de femmes qui travaillent dans le secteur artisanal. On avait trouvé qu'il y a beaucoup de facteurs qui concourent à la marginalisation des femmes au point qu'elles n'arrivent pas d'avoir accès aux ressources minières pour bien en profiter.

APDE a déjà mené aussi trois projets de recherche. Concernant toujours le secteur de la recherche scientifique, une organisation locale (le BEST) y est active dans le domaine de diffusion des travaux scientifiques tels que de thèses publiés par des chercheurs locaux du Sud-Kivu.

Les droits humains et la lutte contre les inégalités du genre

Il y a eu beaucoup d'activités visant à lutter contre les tracasseries des exploitants ou encore des projets de plaidoyer pour obtenir l'indemnisation nécessaire en faveur des victimes de certaines exploitations minières, notamment l'exploitation minière par les entreprises chinoises en territoire de Mwenga et de Shabunda. Il y a des victimes de ces activités et qui doivent être indemnisées :

« Ces victimes doivent être indemnisées parce qu'elles ont subies des exactions liées aux activités de ces entreprises. » (AD.DEF)

D'autres activités concernent la lutte contre les inégalités d'accès aux ressources minières. Par exemple, RIO avait mené un projet de plaidoyer pour la gouvernance économique des revenus issus d'exploitation minière artisanale, entre 2012 et 2014. Un résultat important obtenu a été l'obtention des zones artisanales au profit des creuseurs. Dans ce projet :

« On avait identifié les problèmes grâce à la recherche action-participative. On était arrivé à l'identification des problèmes ensemble avec les communautés concernées, l'identification des solutions et avec cela on avait créé des structures qui rassemblent les exploitants artisanaux, les autorités locales, les délégués de sociétés extractives pour le cas de conflits fonciers puisque certains creuseurs travaillaient dans des concessions minières. Ce groupe d'intérêt économique devait jouer le rôle d'équilibre entre le gouvernement et les communautés pour maintenir les intérêts de deux côtés. C'était à l'époque où la loi Dodd Frank faisait écho dans toute la région. Il fallait ainsi aider le secteur à être assaini. » (RIO)

C'était cela l'opportunité de notre projet de plaidoyer. Bref, on a beaucoup travaillé sur l'insertion et la protection et sécurisation des exploitants. Cette organisation a dû accorder aussi beaucoup d'importance à la place des femmes dans les mines. Elle avait ainsi mené un autre projet dénommé "Projet pour l'égalité" et par lequel on a voulu que les femmes puissent accéder, au même titre que l'homme, aux ressources minières.

Le BEST est aussi intervenu dans un projet stratégique pour combattre les inégalités dans le secteur artisanal. Le projet a été implémenté à Rubaya et Mushinga, respectivement au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

La due diligence

Il y a eu beaucoup d'activités dans ce sens et qui ont surtout concerné la lutte contre la fraude et la contrebande mais aussi le reportage des incidents dans la chaîne. Certaines organisations ont aussi travaillé en collaboration avec d'autres. Le BEST a par exemple travaillé avec ITIE. L'AD.DEF mène aussi depuis 5 mois un projet dans la plaine de la Ruzizi et qui concerne surtout l'approvisionnement et la diligence. Cette organisation est en train de sensibiliser les responsables de coopératives sur le respect des lois de la République, afin de combattre surtout la fraude. Il y a beaucoup de productions qui vont frauduleusement vers le Burundi. D'autres ONGS ont mené en consortium des activités de reportage. Par

exemple le BEST, l'ACADOSHA et l'APDE ont été impliqués dans le projet « Kufatilia » et dans lequel ils ont travaillé avec IPIS. Ce projet s'était focalisé sur la chaîne d'approvisionnement, particulièrement sur les incidents dans la chaîne. Les organisations locales ont vite inscrit leurs activités derrière la promotion et la vulgarisation des mécanismes internationaux de traçabilité depuis la loi Dodd Frank et les mécanismes régionaux de traçabilité mis en place par la conférence internationale pour la région de grands lacs (CIRGL).

La responsabilité sociétale (RSE)

Dans ce secteur, il y a peu d'activités. On peut néanmoins relever le cas du BEST, de l'ASADHO. En effet, le BEST travaille aussi sur la RSE des entreprises, en collaborant avec la Baromètre national dans ce secteur. L'ASADHO a aussi collaboré avec l'ITIE dans le Katanga sur les questions relatives aux incidents dans les sites miniers artisanaux.

La formalisation

On remarque aussi que quelques ONGS ont travaillé dans la formalisation : soit en créant des coopératives répondant au standard OHADA ou bien encore en les encadrant. Par exemple, il y a eu deux coopératives créées à Mwenga par RIO. Elles ont eu des avis favorables (RIO). AD.DEF a aussi initié le processus de création d'une coopérative féminine dans la plaine de la Ruzizi. D'autres organisations ont soutenu la création d'autres formes de regroupement d'exploitants. Il y a par exemple une association créée par le BEST à Mwenga et qui combat l'exploitation illicite. L'association est déjà bien en place et fonctionne avec une structure développée grâce au monitoring du BEST.

La FECOMICO (Fédération des coopératives minières au Congo) encadre aussi ses coopératives-membres dans la capacitation, la défense de leurs intérêts, etc.

Nota bene :

Les actions menées par les ONGs dans les différents secteurs de la chaîne de valeur sont accompagnées par la société civile. Le bureau provincial de la société civile a un noyau appelé « Groupe thématique Mines et hydrocarbures » qui regroupe plus de 50 organisations membres. Le groupe thématique est soutenu par le bureau de coordination qui endosse le travail effectué par les organisations pour renforcer le plaidoyer. C'est pour qu'il y ait des exploitations plus respectables de la chaîne d'approvisionnement et de traçabilité. Il y a des organisations qui s'intéressent aussi aux questions de revenus. Par exemple, le CENADEP travaille beaucoup sur la contribution des revenus du secteur minier au budget provincial. Il a beaucoup de projets en cours dans ce sens. L'an passé, ils ont publié une étude sur le flux financier en matière de ressources naturelles. Il y a aussi Justice pour tous qui travaille sur les revenus infranationaux. Il y a aussi la Commission Justice et Paix qui a un observatoire de ressources naturelles et qui a déjà produit une étude sur la fraude dans le secteur minier. Au niveau national, il y a la commission épiscopale des ressources naturelles qui produit beaucoup d'articles.

2. Bonnes pratiques à partager, interventions réussies et expériences de collaboration avec le monde académique

Les bonnes pratiques et interventions réussies concernent la collaboration avec d'autres organisations à travers des structures multi-acteurs ou encore dans la recherche. Rio signale par exemple sa collaboration avec le CEGEMI dans un projet de consultance qui concernait une étude pluridisciplinaire

dans les mines artisanales. Il s'agissait d'une étude d'évaluation environnementale à Kamituga. Le CEGEMI était recruté comme expert. L'étude avait fait allusion à la santé, à l'écologie, aux politiques et aux questions sociologiques. C'était une bonne chose ; bref un succès. Le BEST l'a aussi fait, en collaborant avec des académiciens du centre de recherche de l'Université officielle de Bukavu (CIRINA) et même avec le CEGEMI. APDE dit aussi avoir mené une bonne expérience de collaboration avec IPIS dans le cadre du projet « kufatilia ». L'ACADOSHA a aussi travaillé avec l'Université Catholique de Bukavu (UCB) dans un projet de publication sur les traces de la fraude et la contrebande minière. Le projet a été financé par IPIS. Et parlant des publications, RIO révèle avoir réussi à maintenir le lien entre les exploitants au niveau de sites et le niveau provincial et qu'il voudrait même aller jusqu'au niveau national. Il s'agit des « groupes de travail pour l'amélioration de la gouvernance minière » : sur le genre, la sécurisation et la protection des exploitants, etc.

ASADHO soulève quant à lui le cadre IDAKI qui est multi-acteurs (Initiatives pour les investissements durables au Kivu). On y discute aussi des questions d'approvisionnement et de traçabilité. En fait, beaucoup d'acteurs s'y réunissent, presque toutes les couches y siègent : les creuseurs, les coopératives, l'administration des mines, etc.

Selon BESt, IDAKI ressemble à ce qu'est ITIE et IDAK. A préciser que l'IDAK est la version de l'IDAKI dans le Grand-Katanga. Tandis qu'IDAKI travaille dans le Grand Kivu : Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema.

L'APDE collabore aussi avec « Better chain », en utilisant son système « Data stake » qui aide à évaluer un site minier. C'est surtout dans l'évaluation des risques lorsqu'on veut par exemple exploiter un site minier.

Certaines organisations collaborent aussi avec la CIRGL à travers ses mécanismes régionaux mis en place pour la traçabilité et la certification des minerais. Mais, ces mécanismes ne sont pas respectés par le Rwanda et l'Ouganda. Néanmoins, ils sont importants et devaient améliorer la traçabilité dans la région. L'ASADHo participe régulièrement dans les travaux sur ces mécanismes au niveau de la CIRGL. Et depuis quelques mois, certaines organisations collaborent avec le SAEMAPE dans la mise en place d'un système de traçabilité local appelé ITOA (Initiatives de traçabilité à la base). Le BEST y participe activement pour que ce système puisse être validé.

3. Priorités d'interventions et recherches à venir

La concrétisation et la mise en application des différentes recommandations relatives au secteur minier. AD.DEF voudrait prioritairement travailler sur la lutte contre la fraude et la contrebande ; bref fragiliser l'exploitation illicite en renforçant les voies et moyens devant permettre d'accroître les bénéfices de populations locales dans l'exploitation des ressources naturelles. Pour RIO, le souhait est de mener une recherche sur les impacts de ressources naturelles locales en rapport avec le développement local : forêts, mines, hydrocarbures, etc. Il y a des blocs gaziers qui peuvent attirer des investisseurs mais nous devons déjà disposer des plans prioritaires pour orienter de tels investissements.

Pour la FECOMICO, c'est plus l'amélioration de la gestion au sein des coopératives, la « due diligence » et pour ce faire, les coopératives devraient avoir leurs politiques. « Néanmoins, on remarque que les coopératives n'en ont pas. ». En outre, on aimerait travailler beaucoup sur l'autonomisation des activités de coopératives. Elles sont trop dépendantes de négociants. Ça serait intéressant de réfléchir sur les politiques d'accès aux financements pour les coopératives minières. Les coopératives ont besoin de

devenir plus autonomes et s'affranchir des négociants. Nous travaillons avec les membres de FECOMICO sur la problématique d'accès aux financements.

Pour ASADHO, il faudrait renforcer des activités contre la présence des militaires dans la chaîne d'approvisionnement et ce, dans l'esprit de l'article 27 du Code Minier. Les militaires sont encore présents dans quelques sites, comme c'est le cas en territoire de Mwenga et de Shabunda. On peut citer le site D3 à Lugushwa. ACADOSHA aimerait davantage se concentrer sur la validation et la requalification des sites. Depuis 2016, certains sites validés et qualifiés n'ont pas eu d'évaluation. Il y a des sites qui ont connu des changements. Ils étaient propres mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Il faudrait aussi travailler sur les sites bleus, verts, etc. qui sont proposés par le Saemape, notamment à Fizi, Mwenga, etc. Mais c'est interdit aussi par la loi Dodd Frank. Cette priorité est aussi celle de AD.DEF. Celui-ci estime que certains sites souffrent de manque d'évaluation alors que les choses y ont beaucoup changé et que ce soit dans le secteur de l'or ou de 3T. La qualification était initialement de 6 mois mais son évaluation n'a jamais été faite. Les organisations sont encore plus impliquées dans l'alerte en rapport avec les incidents mais elles aimeraient avancer avec l'étape de plaidoyer.

APDE voudrait mener une étude sur la pollution des eaux liée à l'exploitation minière artisanale, notamment l'utilisation du mercure. Cette organisation voudrait travailler sur la rivière Kimbi, en territoire de Fizi.

Quant au BEST, la priorité concerne plus les initiatives pouvant aider d'avoir un système national de traçabilité et s'affranchir des systèmes importés. Ça serait même l'appropriation du système actuel. En outre, il faudrait accompagner davantage les coopératives minières pour qu'elles puissent évoluer : améliorer la gestion et peut-être même faire en sorte qu'elle soit semblable à celle des entreprises commerciales. Par ailleurs, on aimerait travailler avec les coopératives sur la RSE. Là, on peut avoir besoin d'intervention du CEGEMI. On aura besoin d'une base des données sur les études déjà produites dans le cadre de la responsabilité sociétale. Avec cela, on est déjà au niveau de la dernière question.

4. Aspects possibles de contribution des étudiants et chercheurs du CEGEMI

En somme, pour cette priorité relative à la RSE, on aura besoin des académiciens et surtout du Cegemi : accéder aux études préalables déjà produites dans le domaine, avoir l'accompagnement du Cegemi dans le cadre des enquêtes sur le terrain.

Il y a aussi l'idée de l'APDE qui a parlé de la recherche sur la rivière Kimbi et pour ce faire, on aimerait avoir l'appui méthodologique des académiciens.

ACADOSHA espère surtout produire des articles avec les académiciens concernant les incidents dans la chaîne d'approvisionnement. Aussi, elle aimerait travailler sur la pollution environnementale des rivières Zalia et Elila et voir comment ça se passe depuis que les chinois sont en train d'y travailler. Ce faisant, l'appui méthodologique du Cegemi est nécessaire. Il y a aussi les questions de santé publique dans ces zones où le choléra augmente en fréquence.

La FECOMICO aimerait que le droit OHADA puisse devenir réel dans la gouvernance des coopératives. Les académiciens peuvent aider dans cette recherche pour que ce changement, cette innovation soit réelle. Les coopératives résistent à cette innovation. Alors que le CM prévoit que les coopératives doivent fonctionner suivant ce processus.

On peut donc mener des études de cas qui peuvent éclairer, en travaillant par exemple sur les coopératives qui ont déjà intégré ce système et comparer leurs performances avec celles qui restent comme des ASBL.

RIO : On aimerait partager encore davantage les expériences avec les académiciens et d'autres parties prenantes à la CEP. On espère qu'avec cela on puisse améliorer nos approches d'action et d'intervention.

En définitive, par rapport à la première question, on peut noter : toutes les organisations sont intervenues dans la chaîne au niveau d'extraction ; d'autres au niveau des droits humains ; au niveau du genre ; et même au niveau de la traçabilité. En outre, il y a la formalisation, en renforçant les associations des exploitants et même en créant d'autres. Concernant les bonnes pratiques, on a plus retenu l'idée de cadre multi-acteurs dans lequel les acteurs interviennent. Et même des cadres que certaines associations essayent aussi de mettre en place comme c'est le cas de RIO avec les groupes de travail pour l'amélioration de la gouvernance minière. Il y a des cadres tels que le CPS, IDAKI, ITIE, etc. pour la 3^{ème} question, on retient que c'est plus l'appropriation, le bien-être des exploitants dont AD.DEP a parlé en soulevant le cas des revenus et de durabilité des exploitations avec la RSE (BEST). Enfin, on a plus soutenu pour la quatrième question l'idée de renforcement des stratégies des interventions des ONGS d'un côté et la collaboration avec les académiciens sur les aspects méthodologiques de l'autre côté.

En conclusion, les ONGs intervenant dans la chaîne de valeur ont déjà d'expériences de travailler ensemble. La plupart de celles qui ont fait partie de ce carrefour font déjà partie de quelques structures multi acteurs au niveau provincial telles que l'IDAKI ou encore international (avec l'ITIE...). Une communauté épistémique et de pratique trouvera un champ fertile dans ces acteurs dont les attentes vis-à-vis d'une telle initiative paraissent grandes.

N.	Nom	Organisation	Fonction
1	Balezi Alika Charles	Université catholique de Bukavu (UCB)	Etudiante
2	Jessica Bazibuhe	Bureau d'études scientifiques et techniques (BEST)	Animatrice
3	Maycolle Munyampeta		Etudiant
4	Julien Mapenzi	APDE Asbl	Responsable
5	Nene Bintu Iragi	Société civile	Membre du bureau provincial de Coordination
6		Cosic Asbl	Directrice
7	Albert Bukongo	AD.D.EF	
8	Me Didier Bimule	Réseau d'innovations organisationnelles (RIO)	Animateur
9	Fabrice Mazambi	ACADOSHA	Animateur
10	Jeff Mwenyemali	ASADHO-PCQV	Animateur
11	Alain Ntibonera	Fédération des coopératives minières au Congo (FECOMICO)	Membre du bureau national
12	Philippe Dunia	CEGEMI	Chercheur

Groupe 4 : Moyens d'existence, économie, travail

1. Interventions d'organisation dans le domaine des ressources naturelles et types de recherches déjà effectués

EID Corporation : Depuis sa création, l'EID s'est investie dans la production du soja, des pommes de terre, des oignons et des petits-poids ; Organisation des paysans en coopératives ; Adaptation de la qualité des productions au standard international ; Art culinaire : La mise en place d'un service traiteur depuis 2022

CLD Luhwindja : Depuis 2018 ; Elaboration des Cahiers des charges ; Rassembler les communautés pour identifier les besoins prioritaires ; Elaborer les projets de développement

LAV : Depuis 2006 ; Encadrement des jeunes dans la Coupe et Couture, menuiserie, art culinaire, soudure et ajustage, élevage.

Virunga Foundation : Objectif : mettre en œuvre des activités alternatives au braconnage et à l'exploitation abusive de la flore ; Appui à l'agriculture maraîchère autour du Parc National de Virunga (PNV)

SOS Village d'Enfants : Intégration de la dimension genre dans les projets ; Formation des familles sur les Activités Génératrices de Revenu (AGR) respectueuses de l'environnement ; Travail en synergie avec le Ministère de l'Environnement pour restaurer les sites dénudés : à Bukavu, Kinshasa et Uvira ; Moyens de subsistance : Fourniture des AGR à chaque famille inscrite au programme

2. Bonnes pratiques à partager, interventions réussies et expériences de collaboration avec le monde académique

EID Corporation : Création de l'emploi bien qu'avec barème salarial bas ; Promotion de la jeunesse qui exprime pleinement son talent ; Valorisation de la production des petits exploitants agricoles ; Réduction de la dépendance alimentaire de la ville à partir de l'extérieur

SYDHE : AGR pour les femmes ; Regroupement des femmes autour des mutuelles de solidarité (AVEC) : ceci a impacté positivement sur la vie des ménages ; Travail avec CEGEMI : projets sur la gouvernance des ressources naturelles et renforcement des capacités des acteurs de la société civile.

LAV : A Luhwindja : encadrer la plupart des creuseurs situés dans les sites miniers de Twangiza Mining ; Après formation : investir dans l'insertion socio-professionnelle en fournissant par exemple des intrants agricoles, kits pour menuiserie, etc. ; Implémentation des projets susmentionnés de Luhwindja à Bidheka, Kalehe, Bunyakiri et Bukavu. Dans ces autres milieux, la formation concerne les enfants de moins de 18 ans, les ex-combattants, les démobilisés, les femmes violées, etc. Environ 4000 personnes ont déjà bénéficié des projets.

Virunga Foundation : L'interconnexion entre les différents maillons de la chaîne ; c'est-à-dire l'avantage d'avoir mis en relation les petits producteurs et les revendeurs à travers des intermédiaires ; Erection d'une clôture autour du parc : ceci a eu pour effet de réduire la pression sur la faune.

SOS Village d'Enfants : Le travail en synergie avec plusieurs organisations, ce qui permet le partage/échange des expériences ; Le programme de bourse pour permettre aux jeunes travailleurs/chercheurs de SOS d'étudier : il s'agit principalement des master et licences

professionnelles ; Collaboration avec IITA en vue de l'autonomisation des jeunes. Ceci se traduit notamment par le financement des projets des jeunes diplômés.

3. Priorités d'interventions et recherches à venir

EID Corporation : Production des recherches scientifiques pratiques pour une meilleure élaboration des projets. Il s'agit ici du besoin de contextualiser les projets ; Faire des expérimentations avec les étudiants sur la qualité/rendement des semences (production) à travers des recherches au laboratoire.

SYDHE : Accompagnement dans l'élaboration des Plans Locaux de Développement (PLD) ; Promotion de l'action : recherche participative. Ceci permettrait d'éviter le tâtonnement des acteurs pour bien évaluer les projets ; Recherche géologique approfondie pour accompagner les exploitants miniers artisanaux dans l'exploration.

LAV : Former/sensibiliser la population dans l'intégration de l'agriculture comme moyen de subsistance à Luhwindja ; Appuyer/implémenter des projets dans ce sens.

SOS Village d'Enfants : Après avoir fait une évaluation des besoins d'urgence des communautés, il a été trouvé que le besoin dominant est d'amener les enfants à l'école.

4. Aspects possibles de contribution des étudiants et chercheurs du CEGEMI

EID Corporation : Expérimentation en milieu paysan : conduire des études plus pratiques avec les étudiants dans le cadre de leurs travaux pratiques ou mémoires et ce, sur des étendues de terre plus large. A ce niveau, il s'avère important que ces recherches adoptent des protocoles familiers aux paysans et pas nécessairement découlant des méthodes/connaissances scientifiques globales.

SYDHE : Mettre sur pied des cadres permanents d'échange sur les recherches pour éviter la juxtaposition des recherches entre institutions sur un même terrain et plus au moins, une même thématique. Ceci rendrait les institutions plus efficaces dans l'allocation des moyens financiers, humains, etc. ; Le besoin de capacitation à travers une formation continue des acteurs afin de rendre leurs actions plus efficaces et efficaces sur le terrain.

LAV : Etant donné le nombre élevé des jeunes formés en menuiserie, il y a croissance de l'exploitation des ressources naturelles forestières. Il y a donc un besoin d'accompagner ces jeunes en leur montrant la nécessité de protéger les ressources naturelles en vue du développement durable ; Agriculture : expliquer aux agriculteurs et aux creuseurs artisanaux le lien entre agriculture et exploitation minière et les possibilités de cohabitation ou de complémentarité entre les deux.

SOS Village d'Enfants : Appui des jeunes chercheurs de SOS dans le domaine de méthodologie de recherche, l'élaboration des projets de recherche, l'analyse des données et l'utilisation des logiciels.

N.	Nom	Organisation
1	Ndeko Birhenjira Astère	UCB master student
2	Ahadi Burume Sammy	LAV & CDL
3	Mutabesha Christophe	UCB master student

4	Birindwa Guillain	UCB master student
5	Bagula Kazumba	UCB master student
6	Kambale Jean-Louis	UCB doctorant
7	Doudou Maonyo	CRSN-Lwiro Departement de l'Environnement
8	Mugisho Bugeme Arsene	EID Corporation
9	Mwayuma Makombo Grave	UCB master student
10	Murhula Justin	ISDR Bukavu
11	Lumvi Léonce	Sydhe asbl, Synergie des Organisations de la Société Civile pour la Promotion des Droits Humains et de l'Environnement
12	Mayinga Mputu Naomi	CEGEMI
13	Marhegeko Maurice	UCB master student
14	Zagabe Ruhamanyi Déogratias	SOS Village d'Enfants
15	Bikubanya Divin-Luc	CEGEMI

Groupe 5 : Santé et environnement

1. Interventions d'organisation dans le domaine des ressources naturelles et types de recherches déjà effectués

IST/VIH dans les sites miniers (MUKUNGWE) : Des programmes de sensibilisation et de prévention des infections sexuellement transmissibles (IST) et du VIH ont été mis en place dans les sites miniers de Mukungwe pour améliorer la santé des travailleurs et de leurs familles.

Gestion des cycles menstruels des femmes dans les mines (MUKUNGWE, NUMBI, KATOGOTA, LUHIHI) : des initiatives ont été lancées pour aider les femmes travaillant dans les mines à gérer leurs cycles menstruels de manière hygiénique et sécurisée, en fournissant des installations sanitaires adéquates et en sensibilisant sur les pratiques d'hygiène.

Restauration des sites exploités et abandonnés par les creuseurs artisanaux (NUMBI, KATOGOTA, LUHIHI, ...) (en cours) : Un projet est en cours pour restaurer les sites miniers exploités et abandonnés par les creuseurs artisanaux, afin de réduire les impacts environnementaux et de promouvoir une exploitation minière durable.

Plaidoyer pour la construction des latrines désagrégées des femmes maraîchères : Des efforts de plaidoyer ont été menés pour encourager la construction de latrines séparées pour les femmes maraîchères, afin de répondre à leurs besoins spécifiques et d'améliorer les conditions sanitaires.

Sensibilisation sur les droits des femmes, (VBG), mortalité infantile en MR VS : Des campagnes de sensibilisation ont été organisées pour informer les femmes sur leurs droits, lutter contre les violences basées sur le genre (VBG) et réduire la mortalité infantile dans les zones minières.

Coopérative Santé (SHABUNDA SOCOMIFES) (en cours) : Un projet de coopérative de santé est en cours à Shabunda pour améliorer l'accès aux soins de santé et aux services médicaux pour les communautés locales.

Coopérative microfinance : Des coopératives de microfinance ont été mises en place pour aider les travailleurs du secteur minier et les communautés locales à accéder à des services financiers et à développer des activités génératrices de revenus (AGR).

AGR (Apiculture) (en cours) : Un projet d'apiculture est en cours pour promouvoir des activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement et soutenir le développement durable des communautés locales afin de diminuer la pression sur les ressources naturelles.

Développement d'une approche basée sur la perception, évaluation et atténuation des risques/accidents et catastrophes (KALIMBI, D3 MABALI) (en cours): 9 mois : Un projet visant à développer une approche basée sur la perception, l'évaluation et l'atténuation des risques, des accidents et des catastrophes dans les zones minières de Kalimbi et D3 Mabali a été mis en œuvre sur une période de 9 mois.

EIES / (WMC, SOGECOM, NBB en cours et firu, BAKULIKIRHA, Plan de gestion ES) : Des Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) sont en cours pour plusieurs projets miniers, afin d'évaluer les impacts potentiels sur l'environnement et les communautés locales et de développer des plans de gestion environnementale et sociale (PGES).

Identification des femmes twangaises (NZIBIRA) : Un projet visant à identifier les femmes Twangaises travaillant dans le secteur minier à Nzibira a été mis en place pour mieux comprendre leurs besoins et défis spécifiques et pour les soutenir dans leurs activités.

Collecte des déchets (plastiques) (en cours) : Un programme de collecte des déchets plastiques est en cours pour réduire la pollution environnementale et promouvoir le recyclage et la gestion responsable des déchets.

Production des briquettes écologiques (en cours) : Un projet de production de briquettes écologiques est en cours pour promouvoir des sources d'énergie durables.

Les enfants dans les mines (violences sexuelles, enfants miniers) : Des initiatives ont été lancées pour lutter contre l'exploitation des enfants dans les mines et pour prévenir les violences sexuelles à leur rencontre.

Éducation environnementale (en cours) : Des programmes d'éducation environnementale sont en cours pour sensibiliser les communautés locales aux enjeux environnementaux et leur apprendre à adopter des pratiques durables pour préserver l'environnement.

Viande de brousse (Lomami) : Des projets visant à réguler la consommation de viande de brousse dans la région de Lomami ont été mis en place pour protéger la biodiversité et prévenir le braconnage des espèces sauvages.

Conservation (politique, oiseaux migrateurs, lac Kivu et Tanganyika) (en cours) : Des projets de conservation sont en cours pour protéger les écosystèmes, les oiseaux migrateurs et les ressources naturelles des lacs Kivu et Tanganyika.

Accompagnement plan de compensation et indemnisation (BANRO) : Des efforts ont été déployés pour accompagner les communautés locales dans le processus de compensation et d'indemnisation lié à l'exploitation minière par la société Banro.

2. Bonnes pratiques à partager, interventions réussies et expériences de collaboration avec le monde académique

Mise en place de groupes de défense de droits des femmes (droits et santé) : Un participant a partagé l'expérience réussie de la création de groupes de défense des droits des femmes, axés sur la promotion des droits des femmes et la sensibilisation aux questions de santé. Ces groupes ont contribué à renforcer la capacité des femmes à s'exprimer et à défendre leurs droits.

Pérennisation des pratiques environnementales (pépinières) : Un intervenant a présenté un projet ayant conduit à la création de pépinières pour la reforestation et la restauration des écosystèmes dégradés, actions qui restent en pratique même après la fin du projet.

Acceptation des résolutions des recherches (parc de la MOMAMI) : Un participant a expliqué comment les résolutions issues des recherches menées dans le parc de la MOMAMI ont été acceptées et mises en œuvre par les autorités locales et les acteurs concernés. Ces résolutions ont contribué à améliorer la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité dans le parc.

Clubs ruraux de conservation : Un intervenant a présenté les clubs ruraux de conservation comme une pratique réussie pour encourager la participation des communautés locales à la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles. Il a également souligné l'importance d'utiliser la langue locale dans les clubs ruraux de conservation pour faciliter la compréhension et l'adhésion des membres aux principes du code forestier et aux pratiques de gestion durable des ressources forestières.

AGR et mines : Un intervenant a partagé des expériences réussies dans la promotion des activités génératrices de revenus (AGR) dans le secteur minier, notamment en soutenant les coopératives minières, action permettant une réduction de la pression aux ressources naturelles mais aussi une source de revenu de plus.

Éducation environnementale (tri des déchets) : Un participant a présenté un projet d'éducation environnementale axé sur le tri des déchets et la sensibilisation à la réduction, au réemploi et au recyclage.

Réduction des risques (santé, maladie, financières) : Un intervenant a partagé des expériences réussies dans la réduction des risques liés à la santé, aux maladies et aux problèmes financiers dans les communautés affectées par l'exploitation des ressources naturelles. Les projets présentés ont inclus des initiatives de promotion de la santé, des programmes de prévention des maladies et des formations en gestion financière pour les communautés locales. Ces initiatives ont permis d'améliorer la qualité de vie et de réduire la vulnérabilité des populations concernées.

Vulgarisation (Bandes Dessinées, boîte à images) : Un participant a présenté des méthodes innovantes de vulgarisation et de diffusion des informations sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles, telles que l'utilisation de bandes dessinées (BD) et de boîtes à images surtout auprès des enfants.

En termes de collaboration avec le monde académique, voici les institutions mentionnées par différents partenaires :

- UOB (CIRRINA)
- UCB (CEGEMI)
- ISDR (CREGED, ANGAZA)
- ULPGL GOMA (CREDA)
- CSB-KISANGANI (faculté des sciences)
- STRONG ROOT

3. Priorités d'interventions et recherches à venir

Biodiversité et politique de gouvernance : se concentrer sur l'étude des politiques et des cadres réglementaires en place pour la protection de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles.

Peuple autochtone : se pencher sur les droits, les besoins et les défis des peuples autochtones dans le contexte de la gestion des ressources naturelles

Solutions fondées sur la nature : Les recherches futures pourraient explorer les solutions fondées sur la nature pour répondre aux défis environnementaux tels que le changement climatique, la dégradation des terres, etc.

Lutte contre les VBG (Violences Basées sur le Genre) : Analyser la prévention et la prise en charge des VBG dans le contexte des ressources naturelles et des activités minières.

Promouvoir les PFNL (Produits Forestiers Non Ligneux) : Les recherches futures pourraient se pencher sur les opportunités et les défis liés à la promotion des PFNL.

Etudes comparatives sur la thématique de l'éducation environnementale : Les recherches futures pourraient comparer les approches et les méthodes d'éducation environnementale.

Etudes comparatives sur les facteurs de risque santé des activités minières : Comparer les facteurs de risque pour la santé des travailleurs et des communautés locales liés aux activités minières dans différents contextes (milieu dominé par l'exploitation minière et un milieu dominé par l'exploitation agricole)

Or sans Mercure : l'identification et la promotion des technologies et des méthodes d'extraction de l'or sans utilisation de mercure, qui est très nocif pour l'environnement

4. Aspects possibles de contribution des étudiants et chercheurs du CEGEMI

Conservation de la biodiversité et changement climatique : Le CEGEMI peut mener des recherches sur l'impact des activités minières sur la biodiversité et les écosystèmes locaux. (NATUREAS AGRI et SOS Nature, MKAJI MPYA ASBL)

Transition énergétique : Le centre peut étudier et promouvoir l'utilisation d'énergies renouvelables et de technologies durables dans le secteur minier (COVIAC ASBL).

Renforcement des capacités : Le CEGEMI peut organiser des formations, des ateliers et des programmes de sensibilisation pour renforcer les compétences des acteurs locaux et nationaux impliqués dans la gestion des ressources naturelles (MKAAJI MPYA ASBL, ASPL ASBL, WAGANGA NASI, COVIAC, AID)

Partenariat recherche : Le centre peut établir des partenariats avec d'autres institutions de recherche, universités et organisations non gouvernementales pour collaborer sur des projets de recherche conjoints et partager des connaissances et des ressources pour mieux comprendre et gérer les ressources naturelles (CREGED, CELPDH, UNIKIS) .

Plaidoyer pour les travaux des enfants dans les mines : Le CEGEMI peut mener des études pour documenter l'ampleur du travail des enfants dans les mines et sensibiliser les acteurs du secteur minier à cette problématique (MORE FOR MY WORLD, COVIAC ASBL).

Représentation CEGEMI Kisangani : En établissant une représentation à Kisangani, le centre peut renforcer la coopération entre les acteurs locaux et internationaux pour une meilleure gestion des ressources naturelles

Nouvelles technologies de l'information dans la gestion des ressources naturelles : Le CEGEMI peut développer et promouvoir l'utilisation de nouvelles technologies de l'information, comme les SIG, les drones ou l'intelligence artificielle, pour améliorer la surveillance, l'analyse et la gestion des ressources naturelles dans le secteur minier (MKAAJI MPYA, NATUREAS).

Couverture Sanitaire Universelle : Le centre peut promouvoir des politiques et des investissements pour améliorer l'accès aux soins de santé pour les communautés affectées par l'exploitation minière (SOFEDI ASBL, WAGANGA NASI KWETU ASBL)

Extraction des engrais organiques : Le CEGEMI peut étudier et encourager l'extraction et l'utilisation d'engrais organiques provenant de sources naturelles, comme le compost ou le fumier, pour promouvoir une agriculture durable et réduire la dépendance aux engrais chimiques (COVIAC ASBL) .

Éducation environnementale des jeunes : Le centre peut développer des programmes éducatifs et de sensibilisation (MKAAJI MPYA ASBL, ASPL ASBL, WAGANGA NASI, COVIAC, AID, MORE FOR MY WORD)

N.	NOM	ORGANISATION
1	Moise AMISI EZRA	ISDR-BKV et CREGED
2	IRANGA LWANWA Chantal	ASPLI ASBL
3	Viviane SEBAHIRE	SOFEDI ASBL
4	Gervais MUDERHWA	MUKAAJI MPYA ASBL
5	CHIMANUKA AHANA Nancy	MORE FOR MY WORLD (MMW)
6	Alfred SHUKURU	MUKAAJI MPYA
7	MUSHAGALUSA MUGANGUZI Pascal	NATUREAS AGRI
8	BWEMERE CIRIBUKA Grace	CEGEMI/UCB
9	NABINTU KABAGALE Liliane	CEGEMI/UCB
10	ISOMBA DJANGI-KASWEKA Elysée	UNIKIS
11	ASHA KAGANDA Annuarite	CELPDH
12	Prisca BAGULA	BEST/ASBL
13	IMANI Daniel	WAGANGA NASI KWETU ASBL

14	BASHIZI CIKURU Christian	MORE FOR MY WORLD (MMW)
15	SABITI SEFU	HALT-SIDA ASBL
16	Innocent CIGOHO	ICS (Bureau d'études environnementales) et UCB
17	Fabrice MUDERHWA	JUSTED
18	Crispin NAAKANI	Chercheur COVIAC ASBL
19	Ketsia ZAWADI	AID (Assistance Internationale pour le développement)
20	CIRIMWAMI MUFUNGIZI David	MORE FOR MY WORLD (MMW)
21	CIRHALWIRWA MUGOLI Oliva	MORE FOR MY WORLD (MMW)
22	KINJA MONGANE Sylvie	MORE FOR MY WORLD (MMW)
23	MUGISHA ZAHINDA Franck	CEGEMI
24	MUKOTANYI MUGISHO Serge	CEGEMI
25	BUSHIGE Kerene	CEGEMI